

Interview de M. François Hollande, Président de la République, à TF1 le 15 septembre 2013, sur la situation en Syrie et sur la politique du gouvernement.

CLAIRE CHAZAL

Bonsoir Monsieur le Président.

LE PRESIDENT

Bonsoir Claire CHAZAL.

CLAIRE CHAZAL

Merci de nous recevoir ici à l'Hôtel de Marigny, l'annexe de l'Élysée, ouvert exceptionnellement, on la dit, pour ces Journées du patrimoine.

Merci de nous réserver votre première intervention sur le dossier de la Syrie et votre parole sur ce point est très attendue.

Vous vous exprimerez aussi à l'issue d'une semaine très importante qui a vu la présentation du budget 2014 dans ses grandes lignes et puis aussi une semaine au cours de laquelle les Français ont reçu leur feuille d'impôt.

Vous savez que sur ce thème, il y a beaucoup de questions, d'inquiétude, voire de colère et nous consacrerons à ce thème, la deuxième moitié de notre entretien. La Syrie tout d'abord donc. Les dernières tractations diplomatiques à Genève entre les Américains et les Russes ont débouché sur un accord portant sur le démantèlement des stocks d'armes chimiques syriens avec même la possibilité d'user de la force si Damas ne tempère pas et la Chine approuve. Le régime de Damas se dit satisfait aujourd'hui. Est-ce que cet accord vous agréait ? Est-ce que vous êtes heureux de cet accord ?

LE PRESIDENT

D'abord merci d'avoir accepté cet entretien. Il est attendu par les Français car la Syrie, c'est la tragédie la plus grave du début du 21^e siècle.

120.000 morts. La moitié de la population est déplacée : deux millions de réfugiés. Et puis le 21 août, dans ce cortège d'horreur, il y a eu un massacre chimique. 1.500 civils, femmes, hommes, enfants, qui ont été tués à travers l'utilisation de gaz. Et donc la première question comme Président de la République, que j'ai eue à régler, pas simplement autour de ma conscience mais de l'idée que je me fais de la France et de ma responsabilité, c'est qu'une réaction était nécessaire, que ce drame n'avait que trop duré et qu'il prenait un tour, à travers les armes chimiques, qui ne pouvait plus être accepté parce que c'était une violation du droit international, de la plus vieille de nos conventions qui proscribit les armes chimiques. Alors nous avons donc menacé d'utiliser la force à travers des frappes et pas simplement la France, les États-Unis et à un moment le Royaume-Uni.

CLAIRE CHAZAL

Vous avez même dit : il faut punir Bachar EL-ASSAD. Vous ne regrettez pas aujourd'hui ce terme, compte tenu de l'évolution de la situation ?

LE PRESIDENT

Justement, s'il n'y avait pas eu de réaction, alors c'est ce qui se serait passé ? Bachar EL-ASSAD aurait donc continué à gazer la population ?

Bachar EL-ASSAD n'a même jusqu'à récemment, il y a quelques jours, qu'il avait des armes chimiques et aujourd'hui, il en fait laveu.

Les Russes soutenaient Bachar EL-ASSAD et considéraient qu'il n'y avait rien à faire, en tout cas

Les Russes soutenaient Bachar EL-ASSAD et considéraient qu'il n'y avait rien à faire, en tout cas pas une punition. La pression que la France a exercée pas simplement la France, les Etats-Unis la pression qui a été donc suffisamment forte, a convaincu la Russie, POÛTINE, de prendre une initiative. Tant mieux. Cette initiative a permis d'avoir un accord, là, ces derniers jours.

CLAIRE CHAZAL

Mais la France n'était pas présente à Genève. Est-ce que vous avez regretté l'absence de la France ?

LE PRESIDENT

Alors d'abord qu'est-ce qu'on doit penser de cet accord ? Je considère que c'est une étape importante. Mais ce n'est pas le point d'arrivée. Donc la France n'est pas seule, elle n'a jamais été seule. On me dit : vous êtes avec les Etats-Unis d'OBAMA. Quel crime y aurait-il dû être avec le président OBAMA sur cette question des droits essentiels de la personne humaine et de notre sécurité ?

Quand des armes chimiques sont utilisées, ce n'est pas simplement dans un pays, dans une région, ça peut être partout. Donc la France a considéré que ce qui avait été noué entre les Américains et les Russes ces derniers jours, c'est une étape importante. Qu'est-ce que je vais faire demain ? Je vais recevoir le ministre KERRY, des Affaires étrangères, qu'on appelle le Secrétaire d'Etat américain et le ministre des Affaires étrangères britanniques, avec Laurent FABIUS. Et nous allons mettre en forme la prochaine résolution du Conseil de sécurité qui va prendre l'accord et le traduire.

De quelle manière ? Un, de faire en sorte que les vérifications sur place puissent être faites

CLAIRE CHAZAL

Vous savez que c'est très difficile

LE PRESIDENT

C'est très difficile, donc ça mérite effectivement que nous y passions un certain nombre de temps pour être sûrs que les 50 sites soient bien identifiés.

CLAIRE CHAZAL

Beaucoup disent qu'il est presque illusoire de demander à la fois le recensement et puis la destruction de ces stocks d'armes

LE PRESIDENT

Après il y a la destruction. Un calendrier a été fixé, sans doute est-il un peu ambitieux, mais enfin on ne va pas se plaindre

CLAIRE CHAZAL

Certains parlent de dix ans

LE PRESIDENT

Oui. Là, il est dit premier semestre 2014

CLAIRE CHAZAL

C'est très très court

LE PRESIDENT

C'est très court. Donc il faut bien intégrer la menace de sanctions si l'accord et le résultat de la résolution du Conseil de sécurité n'étaient pas traduits.

Donc nous devons faire en sorte qu'il y ait la possibilité d'une sanction s'il n'y a pas application.

Mais il y a une étape importante qui maintenant doit être suivie de cette résolution devant le Conseil de sécurité, de cette possibilité de sanction en cas de manquement du côté syrien et il y a autre chose qui va se produire lundi, c'est le rapport des inspecteurs de l'ONU, afin de savoir s'il y a bien eu utilisation d'armes chimiques et cela aura quelques conséquences sur le processus.

CLAIRE CHAZAL

Alors on va revenir à ces preuves évidemment, qui sont très importantes et quand vous dites « sanctions », qu'est-ce que ça veut dire Monsieur le Président ? Des frappes ?

LE PRESIDENT

Jusqu'à là, les Etats-Unis, et la France disaient que puisque le Conseil de sécurité était débloqué, nous étions prêts à envisager des frappes pour faire bouger la Syrie et faire évoluer la diplomatie russe.

Convenons que cette stratégie a porté puisque nous en sommes arrivés au point où maintenant la menace de sanctions n'est plus portée par des pays mais pourrait l'être par le Conseil de sécurité des Nations-Unies.

CLAIRE CHAZAL

Qui pourrait dire prononcer, le mot « frappes ciblées »

LE PRESIDENT

Il prononcera en tout cas le mot « sanctions » puisque c'est dans ce cadre-là que les Russes et les Américains ont convenu de situer maintenant l'inspection, la destruction des armes chimiques en Syrie.

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que ce n'est pas une façon pour Vladimir POUTINE de gagner du temps ? Est-ce qu'aujourd'hui on peut faire confiance la question est peut-être brutale à Vladimir POUTINE ? Au fond, les frappes sont différées

LE PRESIDENT

On ne peut pas à la fois nous dire : « allez vers les Russes » parce que cela peut être une occasion de sortie de cette crise et en même temps « vous ne pouvez pas faire confiance aux Russes » ! La meilleure façon de nous faire confiance mutuellement, c'est de passer devant le Conseil de sécurité. Jusque-là, les Russes pas simplement les Russes d'ailleurs, les Chinois aussi bloquaient le Conseil de sécurité et les Russes avaient posé trois fois leur veto depuis le début de la crise syrienne et cette fois-ci, puisqu'ils sont partie prenante de cet accord, ils pourront être aussi juges de son application et de son exécution et donc partie prenante d'une éventuelle sanction si le Conseil de sécurité en jugeait ainsi, faute de participation des Syriens. Quand je dis des Syriens, je dis régime syrien parce qu'il faut bien voir que Bachar EL-ASSAD n'est pas le représentant de la Syrie. Pour nous, pour la France, les représentants de la Syrie, c'est l'opposition démocratique, ce ne sont pas les djihadistes non plus parce que finalement les djihadistes, les islamiques radicaux et le régime de Bachar EL-ASSAD se donnent la main, les uns pour justifier leur maintien au pouvoir Bachar EL-ASSAD les autres pour justifier de leur installation en Syrie. Il faut arrêter ce conflit. Et donc la prochaine étape après le Conseil de Sécurité qui va se mettre sur la question des armes chimiques

CLAIRE CHAZAL

Et la France pourrait être à l'initiative et rédiger cette résolution ?

LE PRESIDENT

Oui, nous allons dès demain y travailler avec les ministres des Affaires étrangères américain et britannique, puis ensuite Laurent FABIUS se rendra en Russie pour rencontrer son homologue pour terminer ce processus et nous pourrions faire voter cette résolution avant la fin de la semaine. Est-ce que nous en aurions pour autant terminé ? Il y a toujours ces violences, il y a toujours cette guerre en Syrie. Donc la prochaine étape, cela doit être de trouver la solution politique à la crise syrienne et cela nous pourrions le faire si chacun est conscient de la gravité de la situation mais aussi de l'opportunité qui nous est donnée. Nous pourrions le faire dès l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin du mois de septembre.

CLAIRE CHAZAL

Et vous-même, Président français, vous souhaitez le départ de Bachar EL-ASSAD ?

LE PRESIDENT

Je l'ai toujours dit, mais la meilleure des façons de l'obtenir, c'est d'avoir cet accord politique et d'être sûr que ceux qui vont être chargés de la transition soient des démocrates car il ne s'agit pas d'installer ceux que nous avons combattus au Mali ou il y a quelques mois en Lybie. Donc faisons attention de ne pas installer ceux que nous considérons comme aussi dangereux que Bachar EL-ASSAD, puisque tous les deux, Bachar EL-ASSAD et les djihadistes, sont des massacreurs.

CLAIRE CHAZAL

Il y a le problème des réfugiés aussi, Monsieur le Président. Est-ce que la France compte en accueillir, des réfugiés de Syrie, puisqu'on sait que la population fuit par milliers par dizaines de milliers le pays.

LE PRESIDENT

J'ai cité ce drame : deux millions de réfugiés, qui créent une situation épouvantable en Jordanie, au Liban, en Turquie, autant de pays amis qui se trouvent déstabilisés je pense notamment au Liban et à la Jordanie, parce que ce sont des pays fragiles compte tenu de l'importance des réfugiés. A partir de ce constat, oui, nous devons prendre notre part mais si j'ai voulu une solution politique, si j'ai voulu faire pression sur le régime syrien, c'est bien pour arrêter cet engrenage parce que ce serait quand même un paradoxe si on laissait faire et, en même temps, si on était amené à accueillir des réfugiés en toujours plus grand nombre ! Je m'y refuse. Moi, je veux une solution et je dois dire que les Français se sont beaucoup interrogés, je les comprends

CLAIRE CHAZAL

Ils ont même rejeté l'idée de frappes

LE PRESIDENT

Oui après l'exemple irakien où la France n'était pas allée et heureusement ! Après cette guerre en Afghanistan qui a duré onze ans

CLAIRE CHAZAL

Et tous les printemps arabes qui évidemment montrent les limites

LE PRESIDENT

J'ai d'ailleurs moi-même retiré les forces françaises d'Afghanistan Et puis la Libye qui n'a pas donné tous les résultats escomptés. Même si, au Mali, nous pouvons être fiers d'une opération pleinement réussie. Donc je comprends les Français qui cherchent une autre solution et qui peuvent se dire « c'est bien loin et ce n'est pas notre affaire ». Si, c'est notre affaire ! La sécurité de la France, c'est ma responsabilité. Donc c'est vrai que je veux que nous puissions maintenant que nous avons réussi parce que nous devons être fiers de ce que nous avons fait, la pression que nous avons exercée, avec les Etats-Unis, elle a payé ! donc à nous maintenant de chercher la solution politique à ce conflit.

CLAIRE CHAZAL

Mais vous n'avez pas été, si on reprend la genèse très rapidement bien sûr, vous n'avez pas été surpris par les décisions et de David CAMERON et de Barack OBAMA de consulter le Parlement et au fond j'allais dire de lâcher un peu la France

LE PRESIDENT

Chacun a ses institutions. En France, vous savez que le président de la République a des prérogatives, cela nous rend plus prompts, plus forts

CLAIRE CHAZAL

Vous n'avez pas pensé vous aussi à consulter le Parlement ?

LE PRESIDENT

Bien sûr, je suis soucieux de ce que peut représenter le Parlement, de ce qu'il peut aussi prononcer. Mais je n'ai pas eu à le consulter puisqu'aujourd'hui nous sommes dans une phase qui nous permet d'envisager sérieusement une issue diplomatique et politique. Mais je l'indique, pour être tout à fait clair devant vous : l'option militaire doit demeurer, sinon il n'y aura pas la contrainte. Je souhaite quelle soit d'ailleurs exercée par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

CLAIRE CHAZAL

Avant de passer bien sûr au volet économique qui est très important, un mot des otages. Trois ans que quatre otages français sont retenus au Mali et deux otages nos confrères d'EUROPE 1 en Syrie. Est-ce que vous avez des preuves de vie d'Edouard ELIAS et Didier FRANCOIS ?

LE PRESIDENT

Oui, nous avons des preuves. Mais ils sont retenus. Et je pense aussi à nos otages du Mali. Nous avons des preuves, mais ils sont retenus. Et les quatre otages qu'on appelle d'Arlit, le sont depuis trois ans presque jour pour jour. Je mesure ce que cela représente pour les familles, je les ai reçues plusieurs fois, je connais leur douleur, leur impatience qui devient même maintenant insupportable, et je peux leur dire, je dois leur dire que nous faisons tout pour aller les chercher mais en faisant en sorte que les contacts que nous prenons puissent aboutir. C'est trop long. Si j'avais pu le faire dès à présent, je serais heureux de pouvoir vous le confier aujourd'hui, mais je fais en sorte que nous puissions saisir toutes les opportunités qui se présenteront aussi bien pour

rais en sorte que nous puissions saisir toutes les opportunités qui se présenteront aussi bien pour le Mali que pour la Syrie.

CLAIRE CHAZAL

Un tout dernier mot peut-être, Monsieur le Président, sur la Syrie : l'opération au Mali avait montré l'efficacité de l'armée française. Aujourd'hui, cette opération en Syrie a été plus chaotique ou en tout cas il y a eu des annonces, des reculs des Américains. Ce sont des moments très difficiles dans l'exercice d'un pouvoir présidentiel. Est-ce qu'au fond cet épisode syrien, vous ne le regrettez pas ou en tout cas vous ne vous êtes pas senti mal à l'aise à certains moments ?

LE PRESIDENT

D'abord je veux exprimer toute ma reconnaissance à l'armée française, admirable force qui a été capable de rendre à ce pays du Mali sa souveraineté je vais y aller dans quelques jours et ce sera l'occasion de saluer toute l'opération, du début où j'ai pris la décision, jusqu'à la fin, l'élection présidentielle. Le nouveau Président a été installé et j'irai à sa rencontre la semaine prochaine. Saluer aussi l'armée française qui était prête à organiser les frappes, à les mettre en œuvre dès que j'en aurais pris la décision. Son rôle n'est pas de décider. Son rôle, c'est de permettre au président de la République, au nom de tous les Français, de prendre l'option qui paraît la meilleure. Nous n'avons pas pris cette option. Finalement la menace de frappe, l'efficacité des frappes, car elles auraient été tout à fait pertinentes et graduées, proportionnées et nous n'aurions pas eu à survoler le territoire syrien, c'est vous dire la qualité de notre armée et mais le fait que cette menace ait existé a permis d'arriver à la solution politique. Donc il n'y a pas de diplomatie possible s'il n'y a pas aussi une crédibilité militaire. La France est une nation souveraine. Moi je ne dépends pas de quelque pays que ce soit. Pas pour le Mali, pas pour la Syrie, j'engage la France ou je n'engage pas quand je considère que ce sont nos intérêts essentiels qui sont en cause. Et là, comme nous n'avons pas engagé cette force, nous l'avons utilisée dans sa menace même, pour arriver à la solution que les Français souhaitaient, que le monde souhaitait, c'est-à-dire une solution diplomatique.

CLAIRE CHAZAL

Alors Monsieur le Président, le dossier économique est évidemment il est très important. Au cours de cette semaine, le budget 2014, en tout cas dans ses grandes lignes, a été présenté. La fiscalité aussi, c'est très important puisque les Français viennent de recevoir leur feuille d'impôt et vous savez que c'est ce qui les concerne au premier chef et ils sont inquiets, ils expriment souvent beaucoup de mécontentement, d'inquiétude. D'abord plaçons le cadre et la situation économique si vous le voulez bien. Vous aviez dit, il y a toujours juste un an d'ailleurs sur le plateau de TF1, que vous vous engagiez à inverser la courbe du chômage d'ici la fin 2013 et le nombre de demandeurs d'emploi a encore augmenté au cours des trois derniers mois c'est vrai que l'augmentation est moins rapide mais l'augmentation est réelle l'engagement va être difficile à tenir, on est loin du compte, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT

Non, on est tout près du but. Je m'étais engagé devant vous, donc devant les Français, l'année dernière à la même époque, pour leur dire que je ferais tout, avec le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, pour inverser la courbe du chômage à la fin de l'année 2013. Nous y sommes presque. Donc dans deux mois, j'aurai à rendre compte. Et nous faisons à travers les emplois d'avenir ou pour les jeunes, les emplois aidés qui sont des emplois utiles pour l'ensemble de ceux qui sont au chômage depuis trop longtemps, avec les contrats de génération, avec le crédit d'impôt pour les entreprises, pour leur permettre d'améliorer leur compétitivité, avec l'accord que nous avons passé aussi entre partenaires sociaux et l'Etat a eu à le transcrire dans une loi, avec le Parlement nous avons donné de la compétitivité, nous avons mis de l'emploi, nous avons assuré pour les jeunes comme pour les moins jeunes une possibilité d'avenir. Cela reste difficile puisqu'il n'y a pas de croissance

CLAIRE CHAZAL

120.000 emplois détruits en un an, 240.000 créés en Allemagne et c'est un système dont on a l'impression que l'efficacité peine à se concrétiser les emplois aidés

LE PRESIDENT

La différence avec l'Allemagne, c'est qu'elle a une meilleure compétitivité que nous et donc je dois en tirer les leçons, faire que nous n'aidions pas les entreprises pour aider les entreprises mais pour leur permettre d'avoir plus de marges et donc plus de capacités pour embaucher et pour investir. Je dois faire en sorte d'améliorer le marché du travail que l'on dit trop rigide pour que les salariés soient mieux protégés et que les entreprises aient plus de souplesse, c'est ce que nous avons fait ! Première différence avec l'Allemagne.

Il y a une deuxième différence, elle est majeure, c'est qu'ils ont une population active qui est en diminution et nous, on ne va pas se plaindre, on a plus de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Cela nous oblige à faire plus de croissance et vous me parlez des impôts et vous avez raison parce que c'est la question qui, hélas, est posée en cette rentrée avec les avis qui arrivent pour la moitié de nos compatriotes qui paient l'impôt sur le revenu. Oui, nous avons dû faire des efforts pour réduire les déficits mais nous avons déjà atteint une bonne part du chemin. Donc à partir de là, j'ai décidé que nous pouvions, en cohérence avec ce que nous proposait la Commission européenne, prendre un peu plus de temps pour réduire les déficits, parce que l'essentiel, c'est la croissance et l'emploi et pas parce que je me suis engagé pour la fin de l'année, parce que l'inversion de la courbe du chômage pour la fin de l'année, si cela ne soit pas poursuivi dans les mois de 2014, on reviendra vers le chef de l'Etat

CLAIRE CHAZAL

Il faut au moins 1,5% de croissance pour créer de l'emploi

LE PRESIDENT

Exactement ! On me dira : « Ecoutez, si c'était pour deux-trois mois, ce sont les emplois aidés qui vous ont permis d'arriver à ce résultat, nous ne sommes pas dupes ! » A partir de là, je dois mettre plus d'éléments de soutien de la croissance. Comment ? Parce que ce sont les investissements des entreprises qui vont être décisifs. Vous savez, le 14 juillet, là aussi, j'avais annoncé la reprise. Sourires chez certains, scepticisme chez d'autres

CLAIRE CHAZAL

Croissance quasi-nulle cette année

LE PRESIDENT

Sauf que la croissance, elle commence à redémarrer. Tout mon objectif avec Jean-Marc AYRAULT, c'est d'accompagner ce processus. Comment la croissance peut-elle s'installer ? Si y a des investissements décidés par les entreprises et si y a une consommation des ménages suffisamment dynamique pour entretenir la demande ?

CLAIRE CHAZAL

Alors justement, on va venir bien sûr aux aides que vous accordez aux entreprises, en tout cas dans le budget 2014 mais d'abord le volet des ménages. Vous avez parlé de pause fiscale. Mais vous savez, et vous le disiez vous-même, que les Français reçoivent leur feuille d'impôt, ils voient que ça augmente. Pierre MOSCOVICI a même parlé de ras-le-bol fiscal. Est-ce que l'on peut parler de pause fiscale, François HOLLANDE, quand les ménages vont payer douze milliards de plus sous forme d'augmentation de la TVA, de baisse du plafond du quotient familial ou de hausse des cotisations retraite ?

LE PRESIDENT

Essayons d'être le plus simple possible et le plus clair possible. Un, il y a eu des augmentations d'impôts depuis deux ans de la part de la majorité précédente trente milliards de la part de la majorité actuelle trente milliards 60 milliards sur les ménages et sur les entreprises. C'est beaucoup !

CLAIRE CHAZAL

Un taux de prélèvements obligatoires record ! 46% !

LE PRESIDENT

C'est beaucoup ! Pourquoi ? Parce qu'il y avait ce déficit à réduire et parce qu'il y avait des dépenses nécessaires à assurer. Mais c'est beaucoup, donc ça devient trop. A partir de là, en 2014, nous aurions pu continuer à augmenter les impôts. Quest-ce que j'ai décidé ? De faire d'abord des économies. Des économies sur le budget de l'Etat, des économies sur la Sécurité

sociale. Ce n'est pas facile mais c'est nécessaire.

CLAIRE CHAZAL

On ne sait pas très bien où les 9 milliards de économie

LE PRESIDENT

9 milliards. Tous les budgets des ministères, tous, ont été réduits de 2% sauf le budget de l'Éducation, le budget de l'Emploi et le budget de la Sécurité, les trois priorités du gouvernement. Tous les autres ont été diminués et la preuve, c'est que les dépenses de l'État vont baisser en 2014 par rapport à 2013. C'est la première fois dans notre histoire de ces trente ou quarante dernières années. Donc des économies qui nous permettent aujourd'hui de moins demander de prélèvements. Vous me parlez et vous avez raison, de la TVA. Je réponds.

CLAIRE CHAZAL

C'est-à-dire qu'au fond les salariés, consommateurs, retraités vont payer davantage

LE PRESIDENT

La TVA, quand j'ai été élu, en mai 2012, avait été portée par mon prédécesseur, Nicolas SARKOZY et par le gouvernement de François FILLON, à 21,2%. La TVA était donc à 21,2%. J'ai annulé cette augmentation mais j'ai prévenu, j'ai dit : on l'annule parce qu'on ne veut pas peser sur la consommation des ménages, c'est 12 milliards qui devaient être prélevés ainsi. On a donc annulé cette augmentation de la TVA et on la reportée au 1er janvier 2014. Et le taux sera non de 21,2% mais de 20%. C'est déjà beaucoup pour le taux normal. On a relevé le taux intermédiaire de 7 à 10. Mais c'est moins que si ça avait été la décision précédente. Il n'empêche, c'est déjà 6 milliards qui vont être pris. Vous me parlez du quotient familial : il touche 1,3 million de familles. C'est déjà beaucoup sur les 30 millions qui peuvent être concernées. Mais vous savez que j'ai évité une mise en cause des allocations familiales parce que certains disaient : on peut plafonner les allocations familiales. J'ai dit : non, on va garder les allocations familiales. Toute famille, tout parent doit garder des allocations familiales quel que soit son revenu. En revanche, le quotient familial, qui est d'autant plus favorable qu'on paie un impôt sur le revenu élevé, doit être plafonné. Mais ce seront les deux seules augmentations d'impôt : TVA et quotient familial. J'ai annulé aussi une augmentation de la CSG qui était annoncée et la presse s'en faisait lécho.

CLAIRE CHAZAL

Il y aura aussi les cotisations retraite qui vont augmenter

LE PRESIDENT

Pour financer la retraite

CLAIRE CHAZAL

Oui mais ça pèse sur les ménages forcément.

LE PRESIDENT

Ce ne sera que de 0,15%. 0,15% ! 4 euros sur un salaire de trois mille euros, 4 euros par mois. Mais j'ai pris une décision que chacun peut comprendre : depuis deux ans, le barème de l'impôt sur le revenu

CLAIRE CHAZAL

Oui, vous ne l'avez pas réindexé l'an dernier

LE PRESIDENT

Voilà, il n'avait pas été réindexé depuis deux ans, par le gouvernement précédent et le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT. Deux ans, ce qui fait qu'un certain nombre de contribuables, ceux-là mêmes qui vont dans les centres des impôts, dire « qu'est-ce qui arrive ? », ont été réintégrés dans le barème parce qu'ils n'avaient pas été indexés

CLAIRE CHAZAL

Là ce sont les petits contribuables évidemment

LE PRESIDENT

Oui, ce sont effectivement les petites retraites, les petits salaires

CLAIRE CHAZAL

Et ils ont eu à payer la redevance en même temps, la taxe foncière

LE PRESIDENT

Et à ce moment-là il y a deux autres impôts : la taxe d'habitation quand il y en a et la taxe sur les

et à ce moment-là ils se trouvent imposables à la taxe d'habitation quand ils en étaient exonérés ou à la redevance télé. J'ai dit : il faut prendre une décision pour 2014, le barème de l'impôt sur le revenu va être réindexé par rapport au coût de la vie.

J'ai pris une deuxième décision : le relèvement de la décote, c'est-à-dire que les premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu vont être allégées pour que les contribuables, ceux qui ont pu payer un peu plus d'impôts sur les heures supplémentaires ou ceux qui ont pu avoir une amélioration de leurs revenus, ne soient pas touchés par l'impôt sur le revenu. Deux décisions qui vont donc alléger la pression fiscale et réduire l'imposition de ceux qui travaillent ou de ceux qui sont en retraite.

CLAIRE CHAZAL

Et est-ce que vous pouvez nous affirmer qu'il n'y aura pas d'autre taxe pour renflouer la Sécurité sociale ? On a parlé de taxe sur les boissons

LE PRESIDENT

Oui, l'imagination fiscale est sans limite

CLAIRE CHAZAL

Mais la peur des contribuables aussi

LE PRESIDENT

Mais je peux le comprendre parce que depuis des années, c'est un concours LEPINE de l'augmentation parfois cocasse de la taxe. Il n'y aura aucune taxe nouvelle qui sera introduite.

CLAIRE CHAZAL

Alors taxe aussi verte. Vous savez qu'il y a une grande attente des écologistes. Ils vous ont même donné une sorte d'ultimatum. Est-ce que vous allez instaurer une taxe sur le diesel qui, on le rappelle, touche évidemment les revenus modestes puisque le parc de voitures diesels est très large et concerne énormément de Français ?

LE PRESIDENT

Ce n'est pas rendre service à l'écologie et je suis sûr que les écologistes partagent ce point de vue que de la réduire, l'écologie, à des impôts. L'écologie, c'est une obligation et c'est aussi une opportunité. La transition énergétique c'est il faut bien passer d'un système qui a été dévoreur de toutes les ressources de la planète à un système beaucoup plus sobre. Nous devons réduire notre part du nucléaire dans la production d'électricité, réduire la part de consommation du pétrole. Donc faire ce changement qui va d'ailleurs être une opportunité industrielle considérable j'ai présenté là, à l'Élysée, les nouveaux produits de demain sur lesquels l'industrie française est déjà en avance : l'avion électrique, le TGV nouvelle génération, la voiture électrique, la voiture qui ne va consommer que deux litres aux cent, c'est tout proche !

CLAIRE CHAZAL

Vous savez que les Verts demandent une vraie transition environnementale

LE PRESIDENT

Oui, ils ont raison c'est il faut passer à cette transition, mais ça ne suppose pas d'avoir des taxes supplémentaires.

CLAIRE CHAZAL

Peut-être une contribution climat énergie

LE PRESIDENT

Le gouvernement a voulu justement créer une contribution climat énergie pour inciter les consommateurs à choisir ce qui est le meilleur pour leur environnement, pour leur pouvoir d'achat et pour l'indépendance énergétique de la France. Il va y avoir aussi des incitations fortes pour les entreprises de la même manière. Cette contribution énergie - climat va monter en puissance de manière limitée au cours des prochaines années et intégrera toutes les énergies, dont le gasoil, mais pas pour 2014. Il n'y aura pas d'effet en 2014. J'ajoute que chaque fois qu'un impôt augmentera sur le plan écologique, un impôt baissera. Et pour moi, la priorité, c'est la rénovation thermique, je vais annoncer très prochainement un crédit d'impôt pour la rénovation thermique et nous pourrions même aller plus loin sur les systèmes de fiscalité indirecte, de TVA, parce que je sais que ça intéresse beaucoup d'artisans. La rénovation thermique doit être la grande priorité pour le pouvoir d'achat et pour l'industrie française.

CLAIRE CHAZAL

Mais si les députés Verts ne votent pas le budget, les ministres partiront ou quitteront le gouvernement

LE PRESIDENT

Ecoutez, je ne pense pas qu'il faille raisonner ainsi. Il y a l'intérêt du pays. Chacun doit se déterminer non par rapport à un parti, même si cela compte, même s'il y a des congrès ou autres rendez-vous. C'est l'intérêt de la France, pas simplement pour l'année 2014, l'intérêt à moyen terme, à long terme. Vous savez que j'ai voulu inscrire notre pays dans une stratégie à dix ans. Quel est-ce qu'on veut être dans dix ans ? Moi je vois bien le malaise qui existe chez beaucoup de nos compatriotes, de se dire : est-ce que la France va être encore un pays qui compte ? On en a parlé sur le dossier syrien. Moi je veux que mon pays compte, pas n'importe comment, pas dans n'importe quelle situation. Il faut que le pays compte et on ne peut compter que si on a une économie forte et on ne peut compter que si on a aussi réussi la transition énergétique.

CLAIRE CHAZAL

Et si on lui fixe un cap, au fond c'est ça qui est très important. Vous avez beaucoup parlé des entreprises aussi, Monsieur le Président, est-ce qu'aujourd'hui, votre religion est faite et il faut faire une politique de l'offre, c'est-à-dire renoncer peut-être à la relance par la consommation, mais inciter avant tout les entreprises qui sont les créatrices d'emplois et de richesse. Est-ce qu'au fond une révolution à la fois idéologique et sémantique s'est mise à l'œuvre et est-ce que vous l'assumez aujourd'hui ?

LE PRESIDENT

Moi, j'assume l'avenir de la France et il passe, je vous l'ai dit, par une économie forte. Si on veut des emplois, si on veut des productions en France, si on veut que nos enfants aient une perspective de carrière, il faut des entreprises.

CLAIRE CHAZAL

« François HOLLANDE

LE PRESIDENT

Donc les entreprises, je ne les assiste pas, elles ne le demandent pas.

CLAIRE CHAZAL

le président des patrons » a dit un journal.

LE PRESIDENT

Si je voulais dire, « président des entreprises pour notre pays », oui, parce que les entreprises, ce sont les salariés de ces entreprises. L'avenir de ces entreprises, c'est l'avenir de l'emploi des salariés. Et pour moi, ce qui compte, ce sont les Français. Les Français, ils ne sont pas coupés des entreprises, ils vivent dans les entreprises. Alors il faut aussi que les entreprises prennent un certain nombre de décisions et n'attendent pas simplement que l'État allège le coût du travail, ce que nous avons fait et allons continuer à faire. Il faut que les entreprises elles-mêmes se sentent soutenues parce qu'on a besoin de tout le monde, des salariés comme des entrepreneurs, nous puissions avoir une perspective de redressement et de croissance.

CLAIRE CHAZAL

Vous avez parlé des entreprises. On a parlé aussi des petits contribuables. Vous aviez décidé de re-fiscaliser les heures supplémentaires.

LE PRESIDENT

Oui.

CLAIRE CHAZAL

C'était très important mais vous savez que ça fait perdre du pouvoir d'achat à beaucoup de salariés.

LE PRESIDENT

Oui.

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que vous avez regretté cette mesure ?

LE PRESIDENT

Quel était le raisonnement ? Quel est-il encore aujourd'hui ?

CLAIRE CHAZAL

Et est-ce que vous allez faire quelque chose, j'allais dire, pour ces très bas salaires ?

LE PRESIDENT

Oui, je comprends bien votre question et elle m'est souvent posée. Le raisonnement, c'était de dire : quand une entreprise peut payer moins cher une heure supplémentaire qu'une heure d'un salarié qui pourrait être recruté, la tentation de l'entreprise, c'est de prendre autant qu'il est possible des heures supplémentaires, puisque ça lui revient moins cher que de prendre un jeune ou un moins jeune dans l'entreprise.

CLAIRE CHAZAL

On n'est pas sûr que ça ait créé des emplois !

LE PRESIDENT

On sait qu'en tout cas, la mesure de défiscalisation a coûté 100 000 emplois. Pas sûr que la suppression ait créé 100 000 emplois, je vous l'accorde. Je tiens néanmoins en compte cette observation de beaucoup de ces salariés qui étaient des employés d'entreprises de moins de 20 salariés qui disent : « oui mais pourquoi nous, on va payer un impôt sur le revenu sur nos heures supplémentaires ? » Donc ces salariés bénéficieront de la mesure que je vous ai présentée, c'est-à-dire une décote qui fera que finalement ils seront défiscalisés, ne rentrant pas dans les premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu. J'ai pensé à cette situation.

CLAIRE CHAZAL

Alors, nous avons fait un large tour d'horizon du budget, de la fiscalité. Un mot de politique peut-être, Monsieur le président. François FILLON a beaucoup fait parler de lui, notamment à droite, en renvoyant dos à dos le Parti socialiste et le Front national. Jean-Marc AYRAULT demande que l'UMP clarifie sa position. Quest-ce que vous pensez des déclarations de François FILLON ?

LE PRESIDENT

Je suis chef de l'Etat et je ne suis pas le chef d'un parti et je ne mêle pas de ces controverses partisans, en l'occurrence d'opposition mais ça vaudrait aussi pour un parti de la majorité. Je vais simplement évoquer ce que je crois être les principes qui nous réunissent tous. Nous voulons que la France puisse être fière d'elle-même, fière de ses valeurs, des valeurs qui sont héritées de l'Histoire, qui nous font différents de toutes les nations du monde. Partout où je me déplace, je suis le Président de la France, au-delà même de ma personne. C'est la France, et la France, elle est regardée comme ayant des principes fondamentaux. Il y a un principe, c'est que tous les partis sont autorisés à aller vers les électeurs, les électeurs sont libres de les choisir, mais il y a des digues.

CLAIRE CHAZAL

Une ligne rouge

LE PRESIDENT

il y a des règles.

CLAIRE CHAZAL

comme ont dit certains.

LE PRESIDENT

Oui, il y a des principes. Moi, je peux donner mon expérience : j'étais, vous savez, longtemps premier secrétaire d'un parti, je me suis retrouvé le 21 avril 2002, Jean-Marie LE PEN face à Jacques CHIRAC. Je ne me suis pas posé de questions, je n'ai pas regardé qui était le plus, le moins sectaire, la question ne se posait même pas.

CLAIRE CHAZAL

Certains l'ont fait à gauche !

LE PRESIDENT

J'ai appelé à voter Jacques CHIRAC et je ne le regrette pas, parce qu'il y a un moment, ce qui nous rassemble, que ce soit des gaullistes, des libéraux, des socialistes, des radicaux, enfin des républicains, ce qui nous rassemble on peut avoir nos différences, on peut avoir nos clivages et on a besoin de ces clivages c'est la démocratie. Ce qui nous rassemble, c'est une conception

commune de la France et de la République et c'est mon rôle de le rappeler.

CLAIRE CHAZAL

Un dernier mot peut-être, nous arrivons au terme de cette émission, le climat d'insécurité est grand dans certaines villes. A Nice, une affaire a suscité beaucoup de réactions, celle de ce bijoutier qui a tué un malfaiteur pour lequel aussi la légitime défense n'a pas été retenue mais qui n'a pas été en prison, il n'a pas été emprisonné. Est-ce que tout cela ne risque pas d'encourager dans certains cas les citoyens ou certains Français à se faire justice eux-mêmes ? Est-ce que ça vous inquiète ?

LE PRESIDENT

J'ai suivi cette affaire parce que c'est un terrible drame. J'ai vu ce bijoutier qui a été frappé à coups de crosse et qui a commis un acte nous verrons lequel sur le plan judiciaire après ce choc qui a été le sien. J'ai vu aussi la famille du délinquant, 14 condamnations, 19 ans, déjà père de famille. La lutte contre l'insécurité, la lutte contre la récidive, la justice qui doit à chaque fois prévaloir, parce que c'est à la justice de faire justice et pas à quelque personne que ce soit d'autre. Il faut rester aussi sur cette logique et donc dans cette affaire, exaspération, colère et en même temps, la justice, toute la justice, rien que la justice. J'ajoute un autre mot, ces bijoutiers qui

CLAIRE CHAZAL

Sont souvent menacés

LE PRESIDENT

sont agressés

CLAIRE CHAZAL

agressés

LE PRESIDENT

menacés, l'Etat doit aussi leur venir en soutien, les protéger par des forces de police. Nous le faisons [nous avons arrêté les suppressions de postes] par la vidéosurveillance avec les élus et je veux dire que les élus locaux doivent travailler avec l'Etat, que ce soit à Nice ou que ce soit partout ailleurs, à Marseille où on sait qu'il y a eu aussi une poussée de violence. Mais l'Etat doit prendre aussi la responsabilité d'aider ces bijoutiers ou d'autres professions à mieux se protéger parce que je vois bien qu'il y a là un très grand malaise. Enfin, que chacun soit convaincu que sur la question de la sécurité, nous mettrons tous les moyens, moyens pour la police et la gendarmerie, c'est fait et nous continuerons. Moyens pour la justice parce qu'il y a 80 000 décisions qui ne sont pas exécutées, parce que la récidive, on le voit, se diffuse. Moyens pour tous les services de prévention, moyens aussi pour l'éducation. Bref, nous ferons tout parce que quand un pays est miné par ce doute, par l'insécurité, par cette peur, ce pays perd ses références. Là aussi, c'est ma responsabilité. Chacun doit rester dans la République et, pour cela, être sûr qu'il sera protégé.

CLAIRE CHAZAL

Nous arrivons au terme de cette émission et il me reste à vous remercier, Monsieur le président

LE PRESIDENT

C'est moi qui vous remercie pour cet entretien.

CLAIRE CHAZAL

Merci de nous avoir accordé en tout cas cette première interview de rentrée notamment sur le dossier syrien. Merci beaucoup !